No. 54546*

**Belgium
and
Guinea**

General Cooperation Agreement between the Kingdom of Belgium and the Republic of Guinea. Conakry, 5 January 2016

Entry into force: *1 April 2017, in accordance with article 13*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Belgium, 1 June 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Belgique
et
Guinée**

Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République de Guinée. Conakry, 5 janvier 2016

Entrée en vigueur : *1^{er} avril 2017, conformément à l'article 13*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Belgique, 1^{er} juin 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

CONVENTION GENERALE DE COOPERATION ENTRE LA REPUBLIQUE DE GUINEE ET LE ROYAUME DE BELGIQUE

La République de Guinée, ci-après dénommée la Partie Guinéenne
d'une part ;

Et

Le Royaume de Belgique, ci-après dénommé la Partie Belge, d'autre
part,

Ci-après dénommés « les Parties »,

Résolues à élaborer leurs relations de partenariat et de coopération
qu'elles souhaitent développer sur la base du respect mutuel de la
responsabilité partagée, de la souveraineté et de l'égalité des Parties en
vue de la réalisation d'un développement humain durable, harmonieux et
bénéfique pour toutes les composantes de leurs populations et
particulièrement les plus démunies, afin de promouvoir une croissance
économique inclusive et durable et d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion et
les inégalités ;

Réaffirmant leur attachement au principe de :

- la Charte des Nations Unies ;
- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- la Convention sur le Droit de l'enfant ;
- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des Femmes ;
- la Convention Internationale sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination raciale ;

-les Conventions de Genève de 1949 et les autres instruments du droit international humanitaire ;

Reconnaissant la nécessité des Parties de conjuguer leurs efforts afin d'accélérer le progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, issus du Sommet des Nations Unies pour l'adoption du programme pour le développement pour l'après – 2015 à New York en 2015, et qui soutiendront la coopération entre les Parties ;

Souscrivant aux objectifs en matière d'efficacité de l'aide tels qu'énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 02 mars 2005, et dans le partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, lancé à Busan le 1^{er} décembre 2011 ;

Réaffirmant leur attachement à l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010 ;

Consciente de l'ampleur des défis environnementaux posés au niveau mondial par le changement climatique, réaffirmant leur attachement à la protection et la conservation de l'environnement, et accordant une attention particulière aux engagements et aux objectifs des traités multilatéraux sur l'environnement et convenus lors des conférences majeures des Nations Unies et d'autres conférences internationales ;

Souscrivant aux objectifs des initiatives fiscales d'Addis (Addis Tax Initiative), lancée lors de la conférence relative au financement pour le développement organisé à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015 ;

Reconnaissant qu'en plus de la coopération gouvernementale entre les Parties, d'autres acteurs de coopération, tels qu'organisations de la Société Civile, Université, Autorité locale, Acteurs de l'aide humanitaire et banques de développement, jouent également un rôle essentiel et apporte une contribution supplémentaire et complémentaire au processus du développement ;

Convaincus que ces principes constituent les fondements essentiels des relations de coopération entre les Parties ;

Sont convenus de ce qui suit :

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir le cadre politique, institutionnel et juridique de la coopération gouvernementale entre les Parties.

Article 2 : OBJECTIF DE LA COOPERATION GOUVERNEMENTALE

Les Parties concluent la présente Convention en vue de promouvoir et d'accélérer le développement humain durable, la croissance économique inclusive, la promotion des Droits de l'Homme et la bonne gouvernance.

Article 3 : RESPONSABLES POUR LA PRESENTE CONVENTION

- 1- La Partie guinéenne désigne le Ministère des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger comme garant du respect et de l'exécution de la présente Convention ;
- 2- La Partie belge désigne le service public fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement comme garant du respect et de l'exécution de la présente Convention ;
- 3- La Partie belge désigne sa Mission diplomatique accréditée en République de Guinée pour l'exécution de la présente Convention.

DISPOSITIONS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESENTE CONVENTION

Article 4 : CHAMP D'APPLICATION

Les Parties prenantes de la coopération gouvernementale entre les Parties comprennent :

a-Pour la Partie guinéenne :

- a1.** Les autorités publiques locales, régionales et nationales, ainsi que le Parlement ;
- a2.** Les acteurs non étatiques, secteur privé et société civile sous toutes ses formes selon les caractéristiques nationales ;

b-Pour la Partie belge :

- b1. Les autorités publiques fédérales, ainsi que le Parlement fédéral ;
- b2. La coopération technique belge ci-après dénommée « CTB », agence de développement de la Belgique.